

## **Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres  
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont  
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### **Ville fraternelle et solidaire**

#### **Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

#### **Absents :**

## **Travaux préalables à l'organisation d'Etats Généraux de la Solidarité Montpelliéraine - Feuille de route**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

La période de confinement consécutive au COVID 19 a démontré que la solidarité à l'encontre des populations les plus défavorisées était des plus fragile. Ce sont principalement les associations caritatives qui ont été les plus opérationnelles dans les contacts avec les personnes isolées qu'il s'agisse de familles en grande précarité, des personnes isolées voire les personnes sans domicile fixe, sans parler des réfugiés la plupart étrangers en cours d'instruction de leur droit à résidence. Dans cette liste on n'oubliera pas les jeunes en parcours de formation ou occupant des emplois précaires, mais aussi les personnes âgées isolées.

La plupart du temps les aides alimentaires ou de première nécessité mises à disposition par les services du CCAS, de la Ville de Montpellier ou du Département, de la Région ou encore de l'Etat, ont dû trouver des associations de bénévoles pour pouvoir toucher les bénéficiaires. Les administrations des collectivités fournissaient parfois des soutiens logistiques mais n'avaient pas d'accès direct aux publics mentionnés plus haut.

Dans le domaine de l'hébergement de ces personnes, les décisions publiques suspendant les expulsions, proposant de nouveaux dispositifs d'hébergement d'urgence ont mis du temps pour trouver leur cible.

Cette période a largement démontré que les parcours de vie des populations les plus fragiles sont relativement mal connus des autorités publiques.

Il est donc indispensable d'organiser une réflexion collective sur ce qu'a révélé la période de confinement. La Ville de Montpellier, en lien avec le CCAS, prendra dans les semaines qui viennent les dispositions pour organiser une mission d'étude et de synthèse des actions concrètes de toutes les associations caritatives de février à juin 2020. Une attention particulière sera apportée :

- Sur la connaissance des populations aidées et des lieux de rencontres potentiels ;
- Aux formes et contenus des actions déployées (description des contenus précis, des équipes et du matériel mobilisé ...) ;
- A la localisation des actions dans les divers quartiers de la ville ;
- A la complémentarité ou la concurrence dans l'action des diverses autorités publiques (collectivités territoriales, administration d'Etat, services de Protection Sociale ...) ;
- Aux besoins des associations caritatives permettant à certaines actions de se poursuivre durant l'été.

Il est fort probable de retrouver de nouvelles formes de pauvreté, d'exclusions sociales ou encore d'expressions de la fragmentation des territoires. En effet la situation sociale s'est aggravée et la précarité s'est amplifiée durant ce contexte sanitaire. Par ailleurs, la complexification des strates institutionnelles, la juxtaposition des dispositifs publics et l'absence de coordination de proximité invitent à re-questionner la place et l'organisation des solidarités sur notre territoire.

Notre souhait est de reconquérir les territoires et de se rapprocher des publics fragiles tout en soutenant et s'appuyant sur l'ensemble de nos concitoyens. La solidarité se doit d'être universelle, transversale, polymorphe, réactive, de portée générale mais aussi spécifique et adaptée aux besoins.

La réussite d'une véritable politique de solidarité réside aussi dans sa gouvernance et dans son appropriation par l'ensemble des acteurs (Institutions nationales, collectivités locales, acteurs privés et associatifs) mais aussi et surtout par les citoyens.

Pour organiser ces Etats Généraux de la Solidarité Montpelliéraine, la démarche sera participative, concertée, collective et co-construite. Elle s'inscrira dans un souhait d'une plus grande articulation institutionnelle, dans le respect des compétences et dans l'affirmation des responsabilités des différentes Institutions : l'Etat, le Département, la CAF, la Métropole, la Ville et le CCAS... Elle sera ouverte aux acteurs de la société civile, respectueuse de cette grande richesse que constitue notre milieu associatif. Elle sera ainsi portée par les citoyens Montpelliérains, qui seront associés à ces grandes étapes.

Il est proposé l'élaboration d'une feuille de route communale et rassemblée. Cette dernière permettra de poser la nouvelle gouvernance sociale de la Ville de Montpellier en facilitant :

- une coordination des politiques publiques,
- une mise en synergie des moyens,
- une définition d'objectifs communs,
- un partenariat effectif autour de valeurs communes de Solidarité et de Vivre Ensemble.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de cette volonté solidaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale, d'établir les grandes priorités de l'analyse des besoins sociaux sur la période 2020-2026 de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser la mise en place des Etats Généraux de la Solidarité, dont les modalités d'organisation vous seront présentées dès la rentrée de septembre 2020 ;

- d'autoriser en lien avec l'Etat et le Département au titre du plan départemental de lutte contre la pauvreté, l'expérimentation des projets inclusifs dans le domaine de la solidarité alimentaire, de l'inclusion et de l'insertion sociale de personnes éloignées de l'emploi, de la lutte contre les fractures sociale et numérique ;
- d'autoriser la mise en place à l'échelle communale d'une gouvernance partagée et sociale en lien avec les grands acteurs de la solidarité qui posera les principes de partenariats et contractualisation à venir ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 6 août 2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 7 août 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20200730-136432-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 07/08/20  
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.